crédit photo : Yassane—OXFAM

SECURITE ALIMENTAIRE ET IMPLICATIONS HUMANITAIRES EN AFRIQUE DE L'OUEST ET AU SAHEL

Mai 2012

L'Essentiel

- ∇ **Préparation de la campagne agricole 2012-2013 : faible réponse des bailleurs au secteur agricole et aux appels humanitaires lancés dans la région.**
- ∇ **Crise sociopolitique au Mali : sécurité alimentaire des ménages, situation des réfugiés et des déplacés**
- ∇ **Prix des céréales au Sahel : tendance à la baisse ou à la stabilité au Burkina Faso et hausse au Mali et au Niger**

Campagne agricole et situation acridienne

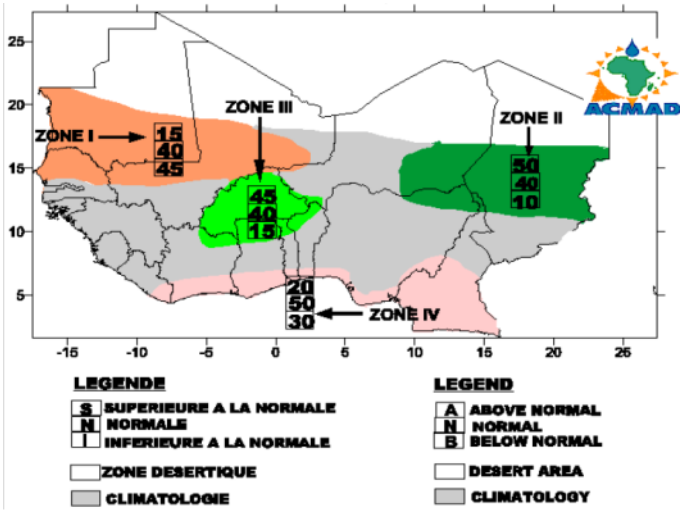
La campagne agricole 2011-2012 s'est achevée avec les dernières récoltes des cultures de contre saison. Au Niger, les récoltes de riz irrigué ont commencé et devraient améliorer la disponibilité alimentaire dans les régions bénéficiaires. A Agadez, les récoltes de blé et de maïs ont également commencé ce qui, dans une certaine mesure, améliorera les disponibilités alimentaires. Au Mali, la commercialisation du coton est en cours et devrait apporter des revenus aux producteurs concernés (Afrique Verte). Les producteurs préparent l'hivernage de la saison agricole 2012-2013 qui commence. Dans les zones à risque ou en insécurité alimentaire les ménages les plus vulnérables auront besoin d'assistance alimentaire et de renforcement de leurs moyens d'existence, en particulier en augmentant leur accès à des intrants de qualité (1).

Les prévisions saisonnières du Centre africain pour les applications de la météorologie au développement (ACMAD) (figure 1) envisagent des précipitations moyennes à inférieures à la normale à l'Ouest du Sahel (Zone I : moitié Nord du Sénégal, Centre et Ouest du Mali et Sud de la Mauritanie) et des prévisions supérieures à la normale à l'Est du Sahel (Zone II : au Tchad, Est du Niger et au Nord-est du Nigeria). Ces prévisions envisagent également des précipitations normales ou supérieures à la normale au centre de la région (Zone III : Burkina Faso, Nord du Togo, du Bénin et du Ghana). Le bulletin précise néanmoins que ces données doivent être utilisées avec précaution : un retard des pluies dans la zone I et des irrégularités dans la distribution des pluies pouvant induire des baisses de rendements, ne peuvent être totalement exclues.

(1): En mai 2012 au Sahel, les besoins en soutien agricole n'étaient couverts qu'à hauteur de 26 % (FAO) et de 17 % (Nations Unies et ONG : sources Financial Tracking System au 18 mai).

Le bulletin d'ACMAD recommande la poursuite du suivi rapproché de la situation en particulier dans la zone I.

Figure 1 : Prévision saisonnière climatique des précipitations pour Juillet – Août – Septembre 2012 élaborée le 23 mai 2012.



Source : ACMAD

La situation acridienne est préoccupante (figure 2). Selon la FAO, on s'attend à des déplacements sur de courtes distances à l'intérieur de la zone de résurgence, déplacements qui pourraient s'étendre au centre de l'Algérie (In Salah et Adrar), au Sud de la Tunisie et à l'Ouest de la Libye (Ghadamès, Sabha).

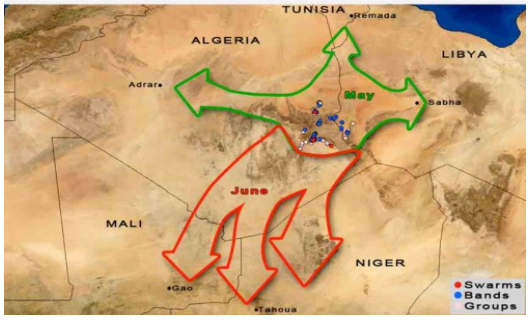
Objectif : *Dans le cadre des réunions mensuelles du Groupe Régional de Travail Sécurité Alimentaire et Nutrition pour l'Afrique de l'Ouest, dans une perspective humanitaire, le PAM et la FAO informent grâce à ce document le groupe sur les faits saillants de la sécurité alimentaire du mois écoulé.*

Campagne agricole et situation acridienne (suite)

En juin, le risque concernera de plus en plus le Nord du Sahel, où il est probable que de petits essaims arrivent dans le Nord du Mali (de Tessalit à Gao et Menaka) et du Niger (Tasmena, montagne de l'Aïr, Tahoua, Tanout). Il a été demandé à ces deux pays d'être en état d'alerte maximum, surtout si des pluies tombent avant l'été. Certains sites ont déjà reçu de faibles pluies à la mi-mai.

La situation est potentiellement très dangereuse car une invasion par des essaims coïncidera probablement avec les pluies estivales et les semis dans le Sahel. Au 30 mai, un groupe d'adultes était localisé vers Arlit au Niger.

Figure 2 : Au 21 Mai : Menace d'essaims sur le Sahel



Source : FAO

Crise malienne et impact sur les pays voisins (carte 1, p 4)

Alors que, selon le gouvernement, environ 4,6 millions de personnes sont affectées par la crise alimentaire dans le pays, la situation dans le Nord reste très précaire, conduisant les populations à fuir les régions occupées par les rebelles. Cependant, dans les régions non concernées par la rébellion, les activités humanitaires et de développement parviennent à suivre leur cours.

Selon OCHA, le nombre de personnes déplacées est estimé à 167 257 à la date du 5 juin et le nombre de réfugiés est estimé à 67 164 en Mauritanie et 41 667 au Niger. Au Burkina Faso, selon le HCR, le nombre de réfugiés est estimé à 64 864 au 7 juin. Les incessants mouvements de population obèrent cependant toute évaluation précise. La plupart des déplacés vivent dans des familles d'accueil et dépendent de ces familles pour accès à l'alimentation. Les données sur les réfugiés restent incomplètes notamment pour ceux arrivant avec leur bétail ou transférés dans les camps.

Fin avril, le Système d'alerte précoce du Mali a identifié 104 nouvelles communes à risque, suite à la crise en cours, réparties dans les régions de Kidal, Mopti, Gao et Tombouctou, classant ces zones en situation de '*crise alimentaire*'. Au même moment, le Commissariat à la sécurité alimentaire confirmait que la mise en œuvre du plan d'urgence se poursuivait avec beaucoup de lenteur et restait largement sous-financé. Selon UNICEF, la situation nutritionnelle est préoccupante et peu d'acteurs humanitaires font de la prise en charge dans le Nord.

Les efforts se poursuivent également pour assister les déplacés. Une étude récente conduite par le FONGIM (Forum des ONG Internationales au Mali) dans la région de Mopti (où un camp de réfugiés pouvant accueillir 750 personnes et principalement des enfants fuyant les violences au Nord a été mis en place,) estime à environ 10 000 le nombre de déplacés dans la région de Mopti. Le rapport précise que si rien n'est fait d'ici l'hivernage pour assister ces déplacés, leur condition de vie se détériorera. Dans la région de Ségou, un soutien alimentaire est apporté aux déplacés.

Un convoi humanitaire de 180 tonnes a été organisé par le Haut Conseil Islamique à destination des trois régions du Nord. Cette aide est distribuée dans un contexte encore difficile pour les organisations humanitaires alors qu'un autre convoi de nourriture et de médicaments a été intercepté par le groupe Ansar Dine qui refuse la participation de femmes dans les comités de distribution de l'aide.

Selon ACF – **Mali**, la situation à GAO et plus précisément dans le cercle d'Ansongo reste très préoccupante. L'approvisionnement des marchés est marqué par une pénurie des denrées de base et une flambée des prix due à la rupture des circuits traditionnels (du sud vers le nord) et à l'acheminement vers Kidal des vivres pillés à Gao. Malgré quelques opportunités (bon niveau d'embonpoint des animaux, coût de la main d'œuvre stable, bon démarrage du maraîchage), le blocage du plan national de réponse (à ce jour seul le cercle de Niafunké au Nord du pays a bénéficié de distributions du gouvernement), les prix élevés du carburant et de la nourriture, la chute des termes d'échange animaux/céréales et l'insuffisance des stocks sur les marchés justifient des besoins humanitaires urgents.
Les termes de l'échange bétail/mil montrent un effondrement significatif du pouvoir d'achat des ménages agropastoraux. Cette situation résulte d'une part de la flambée des prix des produits céréaliers, et de l'effondrement du prix des animaux d'autre part. Cette baisse est évaluée à - 46% pour les termes de l'échange mouton/mil, à - 44% pour la chèvre et à - 34% pour le bouc.

En **Mauritanie**, le HCR est en train de vérifier le nombre exact de réfugiés dans le camp de M'bera et conduira par la suite une deuxième phase d'enregistrement officiel. D'après le HCR, le nombre de réfugiés pourrait atteindre 70 000 dans les mois à venir et peser davantage encore sur les ressources disponibles pour couvrir les besoins. Des distributions de vivres pour 56 000 réfugiés couvrant 15 jours de ration complète ont été organisées. D'autres distributions sont prévues mais l'inadéquation entre les besoins et l'assistance (9 litres d'eau par jour par personne, manque de nourriture et soins) force de plus en plus de réfugiés à quitter le camp pour les villages environnants.

Une évaluation conjointe des Nations Unies dans la moughata de Bassiknou portant sur les populations hôtes vivant à proximité du camp et complétée courant mai, montre que les conditions structurellement mauvaises des populations locales (vétusté des centres de santé et manque de personnel, peu d'accès à l'eau potable, situation nutritionnelle critique) se sont encore plus dégradées avec l'arrivée des réfugiés. Plus le village est proche du camp, plus la situation nutritionnelle s'est dégradée aussi bien chez les femmes enceintes et allaitantes que chez les enfants de 6 à 59 mois. La capacité de charge des espaces pastoraux est largement dépassée et est exacerbée par l'arrivée du bétail des réfugiés. Les revenus des ménages pauvres vivant à proximité du camp sont sévèrement affectés par la concurrence avec les réfugiés (rareté bois et paille).
De plus, l'insécurité au Mali empêche les migrations saisonnières des populations mauritaniennes réduisant encore plus leurs options de revenu.

Crise malienne et impact sur les pays voisins (suite)

Au **Burkina Faso**, l'arrivée des réfugiés continue et se fait dans un contexte de plus en plus difficile. Selon la Croix-Rouge, les stocks paysans sont quasi nuls dans toutes les régions du Nord du pays, aggravant ainsi les pressions actuelles sur des marchés mal approvisionnés en céréales de base. En ce qui concerne la situation pastorale, l'arrivée de troupeaux maliens renforce les problèmes d'accès à l'eau et à la nourriture (réserves de fourrage épuisées dès février selon FEWS NET) conduisant à une dégradation importante de l'état d'embonpoint des animaux. La conséquence est une diminution du prix du bétail à la vente et une diminution des sources de revenu des populations locales. Cette diminution des termes de l'échange des populations locales est saisonnière mais intervient beaucoup plus tôt que d'habitude.

Au **Niger**, les informations fournies par l'ONG ACTED stipulent que, dans le camp d'Abala, les distributions de maïs, depuis avril, posent problème pour des populations ne consommant pas habituellement cette céréale et ne disposant pas de mortier ni de pilon.
Les réfugiés doivent par conséquent se rendre au moulin d'Abala situé à 2km du camp pour transformer le maïs. Par ailleurs, avec l'arrivée des pluies, la conservation du maïs pourrait poser problème. On dénombre environ 2 000 animaux sur le site.

En termes de cohabitation avec la population locale, le problème principal reste l'accès à l'énergie et on observe des temps de collecte de bois qui se rallongent pour les deux communautés, démontrant ainsi une surexploitation de l'environnement, source de conflits potentiels à venir.

FEWS NET estime que l'arrivée de plus de 26 000 réfugiés au Niger a augmenté la demande de céréales dans les régions affectées de 460 tonnes par mois. Bien qu'une partie des besoins alimentaires soit couverte par les organisations humanitaires, plus d'efforts sont nécessaires pour assurer une alimentation satisfaisante à ces populations dont le nombre continue à augmenter. Dans son plan d'urgence, le Gouvernement ne prévoit pas de porter secours à ces populations. L'impact de l'arrivée des ces réfugiés sur les marchés semble rester minime pour le moment.

Guinée-Bissau : la situation reste difficile

La situation politique et socio-économique de la Guinée-Bissau continue d'être instable suite au coup d'Etat militaire perpétré le 12 avril : les institutions de l'Etat, ses services et les écoles restent paralysés, malgré le retour des familles contraintes de fuir Bissau et de chercher refuge dans les différentes régions du pays.

Le commerce de la noix de cajou, principale source de revenu des ménages dans le pays, a repris. Les noix de cajou sont vendues de 300 à 350 francs CFA par kg et la tendance est à l'augmentation en raison d'une offre limitée. Malgré ces bons prix, la production serait plus faible qu'en 2011 (environ 30 % de moins) en raison de problèmes météorologiques. Le commerce transfrontalier informel est très intense et visible, il est estimé que près de 10 000 tonnes de noix ont été transportées au Sénégal depuis le coup d'Etat.

L'exportation (et l'écoulement en général) des noix de cajou semblerait être problématique (manque de navires).

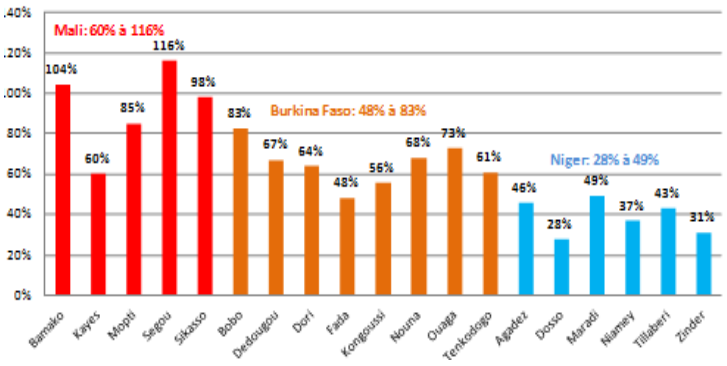
Selon le Cluster sécurité alimentaire mis en place temporairement pour suivre la situation alimentaire du pays, il n'y a pas de crise alimentaire dans le pays en dépit d'une campagne de la noix de cajou imprévisible. Il reste important de suivre de près son évolution. Cette évaluation de la situation est confirmée par une étude du PAM qui montre que, bien que les stocks alimentaires soient en baisse et que les prix augmentent, la situation de la sécurité alimentaire n'a pas encore atteint des niveaux alarmants. Cependant, plus la situation stagne, plus le risque pour les communautés les plus vulnérables d'entrer dans une crise alimentaire est réel.

Prix des céréales au Sahel : tendance à la baisse ou à la stabilité au Burkina Faso et hausse au Mali et au Niger

Certaines zones du Sahel se trouvent actuellement confrontées à un problème d'approvisionnement en céréales sèches. Les principales raisons sont l'insécurité surtout dans le Nord du Mali, l'enclavement des zones et la forte demande en céréales sur les marchés. Dans une moindre mesure, l'arrivée des réfugiés ajoute localement des pressions sur les marchés en Mauritanie, au Niger et au Burkina Faso.

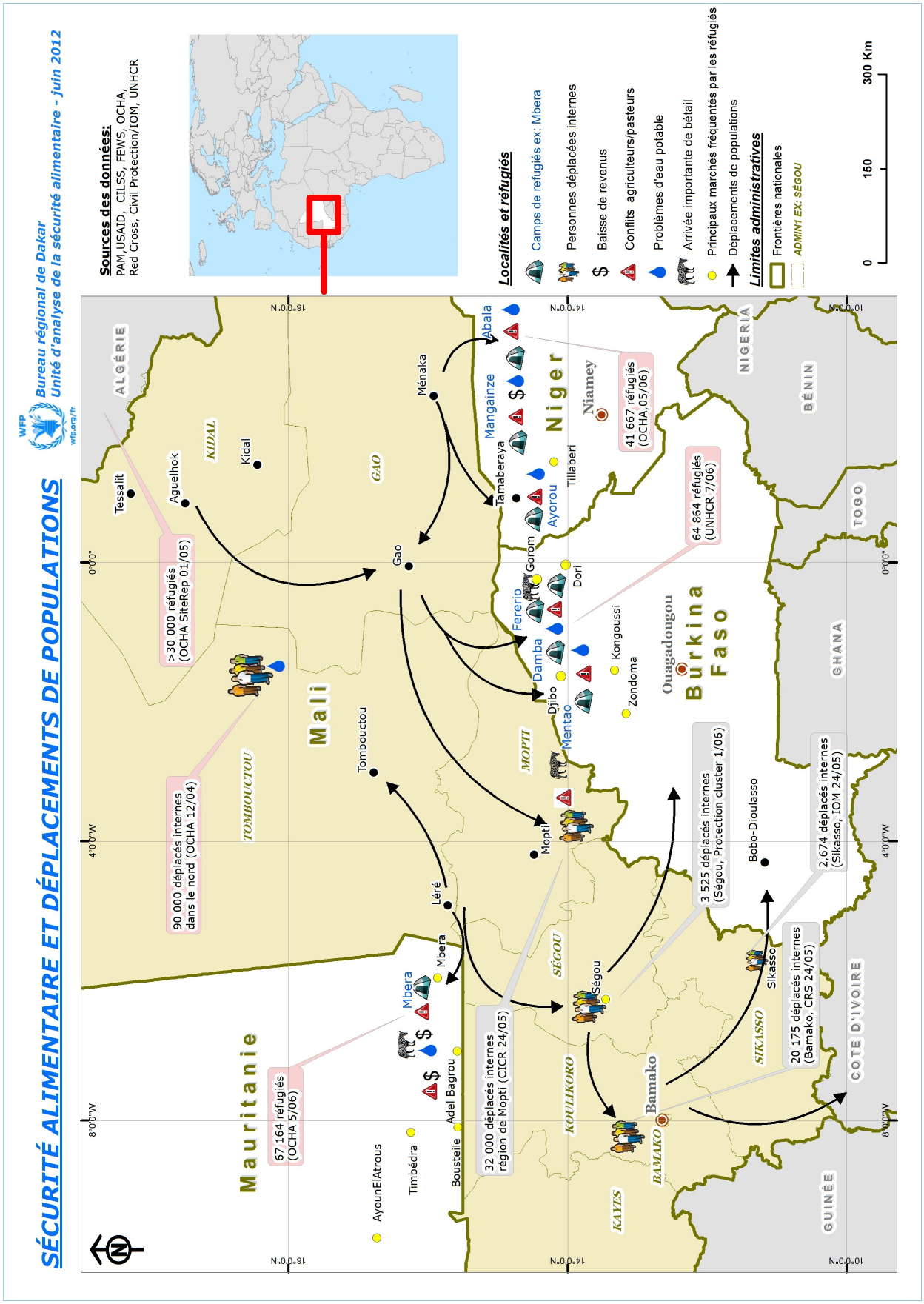
Courant mai 2012, les prix des céréales sèches restent à un niveau élevé comparé au mois passé dans trois pays du Sahel : Burkina Faso, Mali et Niger. Cette hausse des prix des céréales sèches s'explique par une forte demande et un faible niveau d'approvisionnement des marchés par endroits.

Figure 3 : Comparaison du prix du mil en avril par rapport à la moyenne quinquennale au Burkina Faso, Mali et Niger



Sources: FAO/GIEWS

Carte 1 : Sécurité alimentaire et déplacements de populations



Prix des céréales au Sahel : tendance à la hausse ou à la stabilité au Burkina Faso et hausse au Mali et au Niger (suite)

Au Niger, comparé à avril 2012, les prix du mil et du sorgho sont à la hausse contrairement au prix du maïs qui a connu une certaine stabilité au niveau national. Pour le mil, les hausses les plus significatives s'observent à Agadez, Zinder, Tillabéri et Niamey, respectivement pour 15 %, 11 %, 7 % et 6 %. Pour le sorgho, les hausses les plus significatives s'observent à Tillabéri et Zinder, respectivement de 16 % et 10 %. D'après l'ONG Afrique Verte, courant mai 2012, le marché d'Agadez reste le plus cher suivi de ceux de Tillabéri et Zinder. Comparé à la moyenne quinquennale, le prix du mil a connu une hausse variant de 28 % à 49 %, dont la plus importante s'observe à Maradi (figure 3).

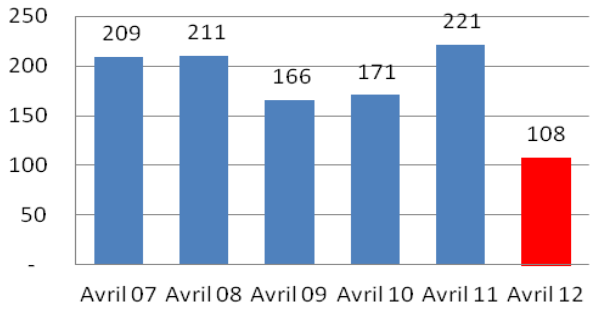
Au Burkina Faso, comparé à avril 2012, on enregistre une tendance à la baisse ou à la stabilité par endroits. Cependant, des hausses significatives sont observées à Bam pour le mil, le sorgho et le maïs, respectivement de 14 %, 15 % et 18 % (source : Afrique Verte). Comparé à la moyenne quinquennale, le prix du mil a connu une hausse variant de 48 % à 83 %, dont la plus importante s'observe à Bobo.

Au Mali, comparé à avril 2012, on observe une hausse généralisée des prix des céréales sèches. Les hausses les plus significatives s'observent surtout à Ségou pour le mil (+12 %), le sorgho (+12 %) et le maïs (+15 %) (source : Afrique Verte). Comparé à la moyenne quinquennale, le prix du mil a connu une hausse variant de 60% à 116%, dont la plus importante s'observe à Ségou (figure 3). Les commerçants (y compris intermédiaires) ont des difficultés à s'approvisionner dans les pays voisins.

Selon les résultats préliminaires de l'étude de marchés conjointe (PAM, FAO, ACF, CILSS, FEWS NET) dans le Bassin Central, on constate une forte hausse des céréales en particulier pour le mil et le sorgho. La hausse est significative mais moins importante pour le maïs dont les disponibilités sont soumises à de fortes pression (Nord de la Cote d'Ivoire, Togo et Sud-ouest du Burkina). Le riz importé est quant à lui stable. Globalement, on assiste à une forte demande des zones déficitaires et une offre faible du fait des ventes limitées des producteurs et des grands grossistes. Au niveau des marchés de consommation, les grossistes hésitent à garder des stocks compte tenu du niveau élevé des prix, de l'étroitesse des marges et de la perspective d'une baisse des prix lors du démarrage attendu du déstockage.

Si les prix des petits ruminants se maintiennent, le pouvoir d'achat des éleveurs en zone sahélienne se détériore du fait de la forte hausse des prix des céréales.
Courant avril 2012, on enregistre à Djibo un niveau de dégradation important (-51 %) des termes de l'échange (bouc sahélien/mil) comparé à 2011. Ces termes de l'échange restent aussi défavorables par rapport à la moyenne quinquennale (-45 %). Cette dégradation des termes de l'échange est surtout liée à la hausse continue des prix du mil sur le marché de Djibo (hausse du prix du mil de 7 % comparé à la moyenne quinquennale).

Figure 5 : Termes de l'échange bouc sahélien/mil sur le marché de Djibo (Burkina Faso)



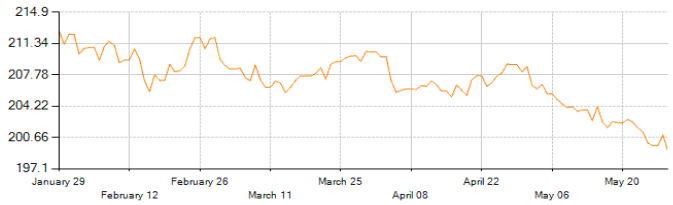
Sources : SIMSONAGESS/DGPSE/MRA

Au Niger, les termes de l'échange bouc/mil et oignon/mil continuent de se dégrader en défaveur du ménage vendant son bouc sur le marché d'Abalak ou du producteur vendant son sac d'oignons sur le marché d'Agadez. A titre illustratif, un ménage vendant son bouc sur le marché d'Abalak reçoit 71 kg de mil au mois d'avril 2012 contre 89 kg en avril 2011 (Albichir). Aussi, sur le marché d'Agadez un producteur vendant son sac de 100 kg d'oignons reçoit 79 kg de mil en avril 2012 contre 147 kg de mil à la même période de l'an passée.

Les baisses récentes du cours de l'euro sur les marchés internationaux et sa perte de valeur par rapport au dollar pourraient avoir un impact négatif sur les coûts des importations pour les pays de la région dépendant du franc CFA. La figure 6 ci-dessous montre l'évolution du taux de change euro/naira. Ces changements se répercutent aussi sur le commerce transfrontalier entre le Niger et le Nigéria : alors que le taux du naira était de 330/1000 francs CFA en avril, il n'était plus que de 315/1000 francs CFA la dernière semaine de mai. La dépréciation de l'Euro a pour implication une dévaluation du FCFA par rapport à la Naira conduisant à un renchérissement du prix des importations du Nigeria pour les pays de la zone CFA (Niger, Tchad notamment).

Les commerçants interrogés par le PAM à Maradi continuent d'acheter mais font augmenter les prix. Ces tendances sont à suivre de très près.

Figure 6 : Evolution du taux de change euro/naira



Le marché de l'anacarde en Afrique de l'Ouest

Alors que la commercialisation de l'anacarde tire à sa fin dans la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest (Nigeria, Bénin, Ghana, Burkina Faso, Mali et Côte d'Ivoire), la situation en Guinée Bissau continue de préoccuper les importateurs de noix africaines et l'exportation par le port de Bissau reste impossible. Cette situation augmente la pression dans les autres pays de la sous-région et notamment au Sénégal où les prix bord-champ atteignent désormais plus de 400 FCFA/kg. (information RONGEAD)

Impact sur la sécurité alimentaire

Un récent bulletin du système d'alerte précoce national du Niger (CC/SAP) a confirmé que, malgré l'aide fournie par le gouvernement et les partenaires depuis novembre 2011, la sécurité alimentaire et la situation nutritionnelle s'est dégradée dans 48 % des zones identifiées vulnérables au cours de mai 2012. La détérioration de la consommation alimentaire devrait exacerber des taux déjà critiques de malnutrition aiguë. Les conflits régionaux contribuent à cette aggravation car engendrent la réduction du commerce transfrontalier, la perte d'opportunités économiques et des envois de fonds des migrants, l'afflux des réfugiés et des rapatriés dans les communautés vulnérables du Niger, les perturbations des mouvements pastoraux traditionnels, la réduction de l'accès aux pâturages et points d'eau, la détérioration des termes de l'échange pour les éleveurs.

Au Burkina Faso, l'enquête conjointement menée par le PAM et le gouvernement sur la situation alimentaire des ménages des zones à risque révèle un taux d'insécurité alimentaire sévère de 23 % et d'insécurité alimentaire modérée de près de 31 %. Ces taux confirment la situation précaire dans laquelle se trouvent les ménages des zones affectées par la sécheresse cette année.

Ces taux sont particulièrement élevés pour les départements de Sourou dans la Boucle de Mouhoun, Bam (Centre-Nord), Gnagna et Komandjoari (Est), Ganzourgou et Kourweogo (Plateau Central) et Soum et Oudalan (Sahel) où plus des deux tiers des ménages enquêtés sont en insécurité alimentaire. Les ménages en insécurité alimentaire sévère vivent principalement d'agriculture vivrière, de l'élevage, de l'artisanat ou de dons.

Au Sénégal, selon l'Enquête de Perception de la Conjoncture par les Ménages, 82 % des ménages ont vu leurs dépenses alimentaires augmenter au premier trimestre 2012. Par ailleurs, le pourcentage des ménages qui prend trois repas par jour a baissé par rapport au dernier trimestre 2011. L'inflation et la baisse de revenu qui a touché 35 % des ménages au premier trimestre 2012, seraient les principales causes.

De nouvelles enquêtes sur la sécurité alimentaire sont en cours au Tchad et au Mail et les partenaires de la Cellule du Cadre Harmonisé du CILSS (FAO, PAM, FEWS Net, Oxfam, ACF, Save the Children) mettront à jour l'analyse régionale de la sécurité alimentaire à Niamey au cours de la première semaine de juin. Les cartes issues de cette analyse ont été présentées au PREGEC de Niamey du 7 au 9 juin 2012.

Sahel : analyse de l'impact, sur les marchés, des achats de céréales par les acteurs humanitaires

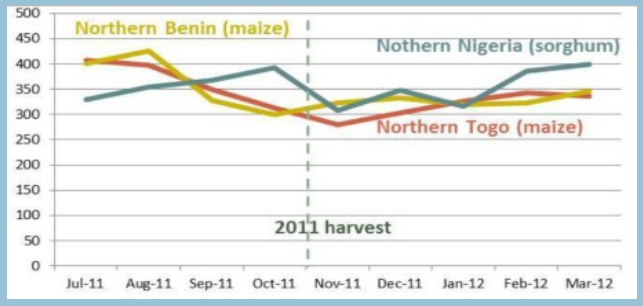
Afin de s'assurer des effets des achats locaux sur les marchés de la région, le PAM a conduit une étude qui évalue les impacts à court terme des achats effectués plus tôt dans l'année par les acteurs humanitaires. Il ressort que :

> Peu d'indices prouvant les impacts négatifs des achats locaux et régionaux de céréales ont été relevés en avril. Les prix vont rester élevés et volatiles en mai et juin notamment au Burkina Faso et au Mali principalement en raison des tensions sur les marchés et des déficits de production.

> Les augmentations de prix constatées sur les marchés peuvent être dues aux hausses saisonnières et à la forte demande des acheteurs privés à la suite des déficits de production au Sahel. Au Nigeria, les hausses observées sont probablement dues à la forte demande du Sahel, à la situation conflictuelle avec Boko Haram et à la hausse de 50% du prix du carburant en janvier dernier.
Par ailleurs, des spéculations sur les achats gouvernementaux ont pu avoir une incidence mais cette conjecture mérite d'être plus amplement étudiée.

> Les opportunités d'achats locaux et régionaux resteront limitées jusqu'à l'amélioration des approvisionnements avec la récolte majeure d'octobre 2012. Dans le Bassin Central, les achats régionaux se feront avec la plus grande précaution et il conviendra de privilégier les achats internationaux.

Figure 4 : Prix en gros des céréales dans le Nord Nigeria, Nord Bénin et Nord Togo



Source: FAO/GIEWS data

Recommandations au groupe de travail régional sécurité alimentaire et nutrition

Mesures	Avantages
Partager et consolider les informations sur la sécurité alimentaire dans le Nord du Mali	Les décideurs du secteur peuvent développer une stratégie de plaidoyer et d'intervention pertinente pour les ménages les plus vulnérables
Mettre en œuvre l'analyse des marchés dans le bassin central.	Les parties prenantes prennent les décisions adéquates pour faciliter la disponibilité et l'accessibilité alimentaire dans le bassin central
Soutenir le Burkina Faso, le Mali et la Mauritanie dans l'élaboration de leur appel humanitaire	Les parties prenantes sont alertées des besoins humanitaires dans les trois pays
Soutenir en urgence les actions en faveur de l'élevage et financer la contre saison agricole 2012 - 2013	La faible réponse en faveur de l'agriculture d'hivernage est compensée par des actions en faveur des éleveurs et pendant la contre saison 2012 - 2013

Conclusions

- L'instabilité politique et l'insécurité qui prévaut dans certains pays sont de nature à affecter la sécurité alimentaire des ménages : la situation des réfugiés maliens et des déplacés reste préoccupante et nécessite un suivi constant de la part des acteurs locaux, des pays limitrophes et régionaux. La sécurité alimentaire en Guinée Bissau suite au coup d'Etat n'est pas préoccupante pour le moment. Cependant, le statu quo ne facilite pas le commerce de l'anacarde et risque d'avoir des conséquences néfastes d'ici l'hivernage si rien ne change.
- Les prix des céréales dans la région restent à des niveaux élevés dans la plupart des pays ne permettant pas aux ménages de reconstituer des stocks, peu avant la période de soudure. Les augmentations observées au Burkina Faso et au Niger sont inquiétantes alors que les prix sur les marchés maliens sont alarmants. Les niveaux élevés des prix entrainent une diminution des termes de l'échange aggravant encore la vulnérabilité des ménages pastoraux en s'ajoutant à leur manque d'accès aux aliments et à une nutrition de base.
- La campagne agricole qui commence n'a pas reçu tout le soutien demandé dans les différents appels humanitaires, ce qui risque de compromettre les récoltes des ménages les plus vulnérables si d'autres actions de renforcement des moyens d'existence ne sont pas entreprises rapidement (élevage et préparation de la contre saison 2012-2013).

Informations sur la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest et au Sahel

www.wfp.org/food-security

Ms. Naouar Labidi
Naouar.Labidi@wfp.org

M. Idrissa Noma
Idrissa.Noma@wfp.org

M. Cédric Charpentier
Cedric.Charpentier@wfp.org

www.fao.org/crisis/sahel/the-sahel-crisis/fr
www.fao.org/emergencies/fr

M. José Luis Fernandez
Joseluis.Fernandez@fao.org

M. Patrick David
Patrick.David@fao.org

M. Pape Boubacar Soumaré
PapaBoubacar.Soumare@fao.org